

Bagnolet, le 23 octobre 2025

Communiqué de presse

PLF 2026 : la Confédération paysanne appelle les député·es à soutenir les paysan·nes plutôt que l'austérité

Le budget global présenté par le gouvernement est injuste et austéritaire. En refusant de taxer les plus puissants, il fait peser l'effort sur la majorité et les plus précaires. Dans le secteur agricole, cela se traduit par des coupes dans les dispositifs essentiels de soutien aux agriculteur·rices en difficulté ou encore dans l'accompagnement à l'installation-transmission.

À travers ce projet de loi de finances proposé par le gouvernement, il y a également une offensive claire contre tous les soutiens dédiés à la transition agroécologique : budget MAEC, aides à la bio, pacte haies, planification écologique, soutien aux programmes de baisse des pesticides...

Des amendements en Commission des Affaires économiques ont été adoptés pour mieux soutenir le revenu paysan et l'installation-transmission, ainsi que pour redresser la barre dans l'accompagnement de tou·tes dans la transition agroécologique. La Confédération paysanne appelle désormais les parlementaires à confirmer ces avancées en séance publique, notamment celles qui préservent les dispositifs d'aide aux exploitations en difficulté, mettent en place un fonds d'indemnisation des pertes liées aux crises sanitaires, améliorent le crédit d'impôt remplacement et soutiennent la transition agroécologique. Certains de ces amendements ont en effet été adoptés sur la base de nos propositions et doivent être soutenus en séance publique par les parlementaires.

Au lieu de travailler à ces enjeux majeurs, la FNSEA s'active surtout pour préserver les intérêts d'une minorité en défendant la niche fiscale des agrocarburants, qui représente un montant très significatif de plusieurs centaines de millions d'euros pour le budget de l'État. Or, les agrocarburants sont un véritable désastre environnemental et présentent une menace pour le foncier agricole et sa vocation première, la souveraineté alimentaire. Arnaud Rousseau, président de la FNSEA, n'a d'ailleurs pas hésité, en amont des discussions parlementaires, à proposer publiquement des baisses des fonds du Casdar dédiés au développement agricole porté par les ONVAR (organismes nationaux à vocation agricole et rurale) ou du budget de l'enseignement agricole public, pourtant indispensable pour réussir le renouvellement des générations en agriculture. De nombreux dispositifs favorables au surinvestissement et aux plus grandes exploitations agricoles perdurent malheureusement dans ce PLF, au détriment de l'intérêt général et de la grande majorité des paysan·nes.

Les grandes priorités à inscrire dans ce projet de loi de finances pour le secteur agricole sont claires pour la Confédération paysanne : soutenir les producteur·rices face aux enjeux sanitaires, climatiques, environnementaux et économiques, et œuvrer pour une fiscalité favorable à des installations nombreuses, des transmissions facilitées, un métier attractif et dignement rémunéré.

Aux parlementaires de faire le choix de l'intérêt général et de l'intérêt de l'écrasante majorité des agriculteur·rices français·es.

Contacts :

- Fanny MÉTRAT - porte-parole nationale - 06 16 60 25 03
- Thomas GIBERT - porte-parole national - 06 65 24 66 44
- Emilie DELIGNY - secrétaire générale - 06 36 58 17 26